

Notes internationales

BULLETIN INTERNATIONAL. — 25 janvier - 25 février. Par N. Brun et P. Bally.

ENTRE LE BONAPARTISME ET LE FASCISME

La chute de Stoyadinovitch, le « führer » (« vojdi ») yougoslave, comme on le nommait parfois, indique à nouveau que le régime de la dictature militaire bonapartiste que connaissent tous les pays des Balkans, présente des différences sensibles avec le régime fasciste. La dictature militaire s'est réinstaurée après la guerre dans les pays balkaniques après les défaites et le recul du mouvement ouvrier dans le centre-est européen ; en 1920 en Hongrie, 1922 en Roumanie, 1923 en Bulgarie, 1924 (-29) en Yougoslavie. Ces dictatures ne s'appuient pas sur un mouvement de masse ; elles sont le résultat du renforcement de l'appareil étatique.

La bourgeoisie balkanique, complètement coupée des masses, ne put et ne peut affermir son régime qu'avec l'appui d'un formidable appareil bureaucratique et militaire, d'une part, et avec le soutien de la finance internationale, de l'autre. La dictature bonapartiste a pu maintenir parfois un « parlement » de parade, et a pu laisser encore certaines libertés aux partis bourgeois (en marge aussi à la social-démocratie) partis qu'elle alterna au pouvoir d'après les marchandages à envisager avec un impérialisme ou un autre ; mais, plus les contradictions intérieures et extérieures se sont aiguës, et plus la base du petit jeu parlementaire s'est aminci. Dans tous les Balkans, la dictature a dû se débarrasser de l'écorce démocratique et assimiler les méthodes du fascisme jusqu'à effacer toute limite apparente entre les deux régimes. En Grèce, la série de « coups d'Etat » se paracheva en 1935 par celui de Metaxas ; la dictature se « renforça » en Bulgarie par le coup d'Etat de 1934 (gouvernement Kiosseïvanov ; en Roumanie, le coup d'Etat de janvier 1938 achevait la concentration du pouvoir entre les mains de la camarilla royale, répétant, à neuf ans d'intervalle, les méthodes instaurées en 1929 en Yougoslavie par le roi Alexandre.

Mais, quoique la dictature militaire-bonapartiste se mit si bien à l'école du fascisme, elle continue à se heurter constamment au fait que sa base de masse n'est pas large, qu'elle ne peut mobiliser, après le coup d'Etat, les masses autour de son pouvoir. C'est pourquoi les crises de la dictature bonapartiste prennent un autre caractère que ceux du fascisme, sont plus fréquentes et plus amples ; en un mot, malgré la similitude des moyens, le régime bonapartiste a, par rapport à celui du fascisme, une faiblesse organique plus grande.

La dictature du roi Carol, prise, au début, entre le courant fasciste de la Garde de Fer et le courant « démocratique » national-paysan, poursuit encore, à l'heure actuelle, la lutte contre la Garde de Fer, qu'elle n'a pas réussi à anéantir entièrement. La dictature de la camarilla grand-serbe en Yougoslavie, est obligé de composer avec le parti croate de Mateck, qu'elle n'a pu réussir ni à écraser, ni à réduire en force ; après Yiftkovitch et Jettitch, c'est le « vojdi » Stodadinovitch, celui qui paraissait le mieux en selle, qui quitte le pouvoir. Le bonapartisme doit desserrer l'étreinte s'il

n'est pas capable de se renforcer. Le départ de Stoyadinovitch, führer sans base de masse, n'entend pas l'écroulement du système : il démontre que, malgré l'identité apparente entre le bonapartisme et le fascisme, le premier est sujet à des crises que le deuxième ne connaît point. En définitive, la dictature de la bourgeoisie balkanique reste aussi précaire que sa position dans le pays et sur l'échiquier international.

La « solidarité franco-britannique ». — Cette expression, chère aux « démocrates » de tout acabit, prit assez longtemps une clause de style destinée à masquer de graves contradictions. Depuis Versailles jusqu'au déclin de l'hégémonie de l'impérialisme français en Europe (vers 1934), l'Angleterre chercha à affaiblir l'impérialisme français en Europe (comme dans l'Orient) et à pratiquer une politique de bascule entre Berlin et Paris. Jusqu'à Munich inclusivement, l'Angleterre put continuer ce jeu, étant donné que les objectifs allemands ne frappaient pas directement ses intérêts : l'Angleterre laissa tranquillement remilitariser la rive gauche du Rhin, elle ne s'émut pas outre mesure à l'annexion de l'Autriche, et intervint dans l'affaire tchèque dans le seul but d'y renforcer son rôle de super-arbitre de l'Europe. A l'heure actuelle encore, la City recherche un compromis avec l'Allemagne : dans l'affaiblissement de l'impérialisme français, la City a vu la possibilité d'établir sa propre hégémonie européenne, d'ailleurs appuyée sur une France domestiquée.

La France, de son côté, dans l'espoir d'un compromis avec Rome et du détachement de l'Italie de « l'axe », avait saboté ouvertement les sanctions imposées par l'Angleterre lors de la guerre italo-éthiopienne. C'était là le bilan de la « solidarité franco-britannique » : Londres ne bronchait pas tant qu'on attaquait les positions de l'impérialisme français, et Paris lui rendait la même monnaie lorsque les intérêts anglais étaient en jeu.

Mais en présence des revendications italiennes sur la Tunisie, en face des dangers d'une Espagne ligotée à « l'axe », la « solidarité franco-britannique » s'affermir soudainement : l'Angleterre ne peut laisser toucher au statu quo actuel de la Méditerranée, non pas par amour pour l'impérialisme français, mais parce qu'une mainmise de l'impérialisme italien sur la Tunisie ferait de l'Italie le maître absolu de la Méditerranée centrale et orientale. Le système Bizerte-Tunis et Sicile-Pantelleria formerait la serrure des routes méditerranéennes, dont la clé serait entre les mains de l'impérialisme italien. Londres ne défend les positions impériales françaises que dans la mesure où cette défense assure la liberté d'un passage essentiel pour son trafic et sa stratégie. De même, en présence des « spécialistes » allemands en Espagne, le gouverneur anglais de Gibraltar est allé rendre visite à Noguès, au Maroc. Encore une fois, « la liberté de passage » au profit de Londres, avant tout. La solidarité franco-britannique commence là où sont lésés les intérêts de Londres.

La « solidarité » bat son plein au sujet de l'Espagne ; les deux larrons volent maintenant au secours de « l'indépendance » de Franco et lui offrent leurs bons offices pour la reconstruction et l'exploitation du pays. Le « coup de Minorque », exploit de la City, démontre que l'Angleterre sait encore les bons usages du banditisme politique. Quant à Franco, il sera amené à pratiquer une politique de bascule, « d'équilibre », entre Paris-Londres et Rome-Berlin : la position de l'Espagne, cette Pologne de l'Occident, le contraindrait déjà à accepter « les bons offices » de l'Angleterre. On peut prévoir que la City, Londres et la Bourse de Paris, tout en étant « solidaires » contre Berlin et Rome, se heurteront inévitablement au partage des zones d'influence de l'Espagne « à reconstruire ».